

hebdo communiste des P.-O.



chaque vendredi 2€

# Le Travailleur Catalan l'hebdo

**Femmes**

# Pas touche à nos droits !

p. 3

• **Municipales / PCF**  
*Répondre aux besoins sociaux* p. 4

• **Iran**  
*La déflagration* p. 14

2 € - N° 4106 - Du 6 au 12 mars 2026



# l'Édito

de Nicole Gaspon

## Double peine



Une nouvelle guerre a démarré au Moyen-Orient. Trump et Netanyahu ont lancé une offensive de grande envergure contre la République islamique d'Iran. Certes, personne ne versera de larmes sur la mort d'Ali Khamenei, tué dès le premier jour. Le « *guide suprême* » était comptable, entre autres, de la mort de près de 40 000 manifestants en janvier dernier. Il était à la tête d'un gouvernement théocratique, sanguinaire et dictatorial, qui opprimait son peuple, au premier chef les femmes.

Mais rien n'assure que cette guerre débouchera sur l'instauration d'un régime démocratique. Peut-on imaginer qu'un déluge de bombes, avec son lot de victimes et de destructions, puisse apporter des réponses à l'immense besoin de liberté du peuple d'Iran ? En cette

veille de la Journée internationale des droits des femmes, on a une pensée particulière pour les Iraniennes qui, dans le mouvement *Femme, Vie, Liberté*, ont pris tous les risques pour revendiquer la fin des discriminations qu'elles subissent. Qu'advient-il de ces aspirations dans un contexte de guerre, de chaos, au moment où les civils sont tués, fuient, sont déplacés, alors que demeurent les structures du régime, comme les gardiens de la Révolution ? Par une cruelle ironie du sort, c'est une centaine de fillettes qui ont été tuées lors des premières frappes contre l'Iran ! Les fauteurs de guerre, Trump et Netanyahu, ne s'embarrassent pas de considérations humanitaires. On le voit dans leurs propres pays, où ils assument sans complexe leur politique d'extrême droite : génocide des Palestiniennes et des Palestiniens pour Netanyahu ; chasse aux immigrés, aux féministes, aux LGBT... pour Trump. Cette guerre, lancée en dehors de toute concertation, en violation du droit international, venant après l'agression contre le Venezuela, est un pas de plus vers une organisation mondiale où prime la loi du plus fort. Un pas de plus vers un embrasement de la région, dont on ne peut aujourd'hui mesurer tous les dégâts.

Les peuples n'ont rien à y gagner, les femmes encore moins, car pour elles, avec la guerre, c'est la double peine.

## Annonces

- **Élections municipales. Vernet-les-Bains nous rassemble. Réunion publique, échangeons sur l'avenir de Vernet-les-Bains avec Pierre Serra et son équipe**  
Vendredi 6 mars à 18h Casino – Vernet-les-Bains.  
Jeudi 12 mars à 18h Casino – Vernet-les-Bains.
- **UPTC. Albert Camus : une voix essentielle ? Une voix actuelle ? Un espoir pour le monde ? Conférence de Mona Azzam**  
Vendredi 6 mars à 18h30 – Maison des communistes 44, avenue de Prades – Perpignan
- **Cérémonie commémorative en mémoire de Pierre Séward**  
Samedi 7 mars à 10h30 – Espace réservé aux commémorations, voie A en gare de Perpignan.
- **Nicole Rey fera une lecture d'un texte jubilatoire de Laure Adler "Les femmes qui lisent sont dangereuses". Dans le cadre de la Semaine des droits des femmes**  
Lundi 9 mars, 15h au Conseil départemental, Hall Guy Malé – Perpignan.
- **Fraliberthé 66 tiendra un stand de vente de thés et infusions**  
Jeudi 12 mars de 14h30 à 16h30 – Maison des syndicats CGT, 8 rue de la Garrigole – Perpignan.  
Vendredi 13 mars de 16h30 à 18h30 – Maison des communistes, 44 avenue de Prades – Perpignan.

## annonces légales - annonces légales

Maître Aude POIRIER-XABE, Notaire  
81 AVENUE MARECHAL JOFFRE  
66120 FONT ROMEU

### CESSION DE FONDS DE COMMERCE YOLO

Correctif aux annonces publiées le 30/01/2026 et le 27/02/2026 pour la cession du fonds de commerce par la société dénommée YOLO au profit de la société dénommée CVLAG.

La société dénommée CVLAG a désormais son siège social établi : 2 route de Pollestres, 66680 CANOHES



**#FREEGLEIZES** **RSF**

**CHRISTOPHE GLEIZES,**  
**JOURNALISTE SPORTIF FRANÇAIS**  
**CONDAMNÉ À 7 ANS DE PRISON.**

SIGNEZ LA PÉTITION 

Arrêté en mai 2024 alors qu'il effectuait un reportage sur les heures de gloire, dans les années 1980, la Jeunesse sportive de Kabylie (JSK), le journaliste sportif français indépendant, collaborateur des magazines So

Foot et Society, purge une peine de sept ans pour « apologie du terrorisme ».

*Le Travailleur Catalan* soutient l'appel à la libération du journaliste injustement condamné.

## Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan  
Tél. 04 68 67 00 88  
mail : [redaction@letc.fr](mailto:redaction@letc.fr)  
Site : [www.letc.fr](http://www.letc.fr)  
Commission Paritaire N° 0630 C 84621  
N° ISSN 1279-2039

Gérant / Directeur de publication :  
Jean Vilert  
Maquette : Corinne Coquet  
Une : © Corinne Coquet  
Illustrations : © Delgé  
Impression : Imprimerie Salvador  
33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)

Webmaster :  
Corinne Coquet / Dominique Gerbault  
Publicité :  
PHR



Habileté à la parution  
de vos **annonces**  
**légales.**  
Contactez-nous par  
mail : [legales@letc.fr](mailto:legales@letc.fr)

8 mars



Focus

# On est là et on ne se laisse pas faire !

À la veille de la journée internationale des droits des femmes, journée de manifestations et d'initiatives, Camille Ferrer, présidente de Femmes Solidaires en décrit les enjeux.

La militante féministe Camille Ferrer est justement en partance pour New York où elle va participer à l'assemblée de l'ONU femmes :

## La journée du 8 mars, ça compte ?

Loin d'un rituel, pour les féministes, le 8 mars « on fête les acquis, on revendique les droits qui ne sont pas encore acquis ou sont menacés ».

C'est un moment où nous pouvons faire entendre notre voix, l'Assemblée nationale en parle, les médias aussi. Le 8 mars, toutes les associations féministes sont au taquet, elles revendiquent fortement leurs valeurs.

## Où en est-on aujourd'hui à propos des droits des femmes ?

C'est un long chemin mais il y a des victoires. C'est tout de même un 8 mars que les femmes américaines ont obtenu le droit de vote ! Actuellement sur l'IVG, ça avance, notamment grâce au mouvement *Ma voix, mon choix* par lequel l'Union européenne demande à ses États de reconnaître le droit à l'IVG.

## Les manifestations de cette année ont-elles une thématique particulière ?

Absolument, c'est l'opposition à l'extrême droite et à la droite qui ont une vision traditionnelle de la famille, des femmes et des minorités de genre. *Femmes Solidaires* a produit un document qui montre que le RN n'est pas l'allié des femmes. Il les instrumentalise dans un discours identitaire et raciste en affirmant que « la majorité des viols sont com-



mis par des immigrés » ce qui est faux. De plus, ses votes à l'Assemblée sont toujours contre les droits des femmes. Ainsi sur l'égalité hommes-femmes dans la fonction publique et la parité pour les agriculteurs et agricultrices, le RN a voté contre. Idem contre l'indexation des salaires sur l'inflation. Il a voté pour la loi Duplomb qui favorise l'agriculture productiviste. Il s'est abstenu sur l'inscription du droit à l'avortement dans la charte européenne des droits fondamentaux...

## Un bilan des féminicides ?

En 2025 ils étaient en augmentation par rapport à 2024 en France. Dans les P.-O. le nombre des femmes accompagnées est aussi en augmentation.

## Comment inverser la tendance ?

Ce n'est pas la honte qui doit changer de camp, c'est la peur. Pour cela il faut des moyens et développer l'éducation populaire. Il faut déconstruire dès l'école

les stéréotypes sexistes. Le dernier rapport sur l'égalité est très inquiétant, il pointe l'augmentation des violences liées au masculinisme. Ce rapport définit deux types de sexisme, le sexisme ordinaire, paternaliste et le sexisme hostile, masculiniste, il dénombre plus de 10 millions de Français adhérents au sexisme, 17 % !

Parmi les causes, la quasi absence d'éducation sexuelle à l'école, les trop nombreux enfants livrés à eux-mêmes, les réseaux sociaux.

Mais tout ça va de pair avec la montée des idées d'extrême droite, du complotisme.

Propos recueillis par Nicole Gaspon

## Némésis

# La face médiatisée du fémonationalisme

La mort à Lyon du militant identitaire, Quentin Deranque, a replacé le collectif Némésis et leur concept du « féminisme identitaire » au cœur de l'actualité.

Fondé en 2019 après les agressions du Nouvel An 2015-2016 à Cologne par des anciennes militantes de l'Action Française, le collectif Némésis se présente comme une réponse au soi-disant silence de la gauche face à des violences attribuées à des hommes migrants non-européens. Son discours repose sur un double narratif : d'une part, l'idée que l'immigration constituerait une menace spécifique pour les femmes ; d'autre part, l'accusation d'une complaisance féministe dès lors que les suspects seraient perçus comme « racisés ».

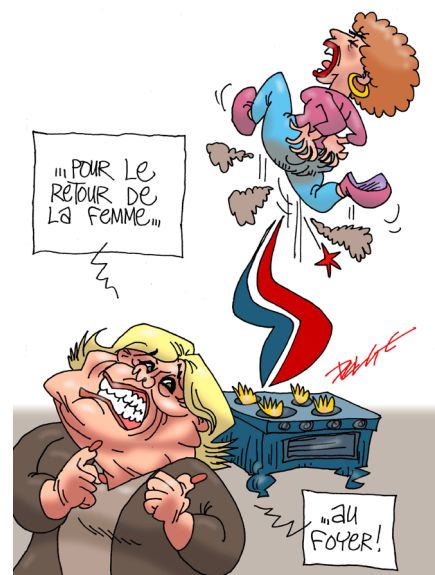
Des affaires survenues à Rotterdam ou en France sont ainsi utilisées pour étayer la figure du « migrant violeur » et promouvoir des thèses de « rémigration » associées à Renaud Camus, dont la théorie du « grand remplacement » a été revendiquée par Brenton Tarrant, l'auteur des attaques contre les mosquées en 2019 à Christchurch en Nouvelle-Zélande. Cette grille de lecture essentialiste des vio-

lences sexuelles, les rattache à l'origine des auteurs, au mépris des travaux de recherche, montrant que la majorité des violences sexistes et sexuelles sont commises dans la sphère familiale ou par des proches, comme on l'a vu avec l'affaire Pélicot.

Plusieurs enquêtes de *L'Humanité* ont par ailleurs mis en lumière des liens étroits entre *Némésis* et des militants issus de la mouvance identitaire, évoquant des proximités avec *L'Action Française* ou *Cocarde Étudiante*, ainsi qu'avec des groupuscules néofascistes.

Le collectif articule deux récits : celui d'une menace migratoire intrinsèquement criminelle et celui d'une gauche supposément complice par son silence. Cette double rhétorique lui permet de se présenter comme défenseur des femmes tout en diffusant une vision identitaire et excluante, largement contestée par la recherche et par le mouvement féministe lui-même.

Quand l'extrême droite prétend défendre les femmes...



J.S. et S.B.

## Élections municipales

## Répondre toujours mieux aux besoins de la population

**Dans un peu plus d'une semaine aura lieu le premier tour des élections municipales. Nous avons rencontré Michel Coronas, responsable départemental du Parti communiste, pour lui demander comment il analysait cette échéance démocratique.**



**Nous connaissons toutes les listes de candidats et la plupart de ces listes se présente sans aucune coloration politique. Doit-on en déduire que cette élection n'est pas politique ?**

Le premier constat que l'on peut faire devant cet « *apolitisme* », c'est l'impossibilité pour nombre de candidates et candidats de défendre le bilan de la politique menée par le gouvernement en matière de soutien aux collectivités locales. C'est difficile de soutenir publiquement des courants politiques qui, du centre droit à l'extrême droite, sont tous partisans de la diminution de la dépense publique et d'une politique austéritaire en direction des communes.

Car la première difficulté à laquelle se heurteront les équipes qui seront élues sera de choisir quel service public de proximité, quels investissements, il faudra sacrifier par manque de moyens. Et nombre de listes s'abstiennent de prendre en compte cette question et d'y avancer des réponses ; elles manquent ainsi de respect vis-à-vis des électeurs dont elles briguent les suffrages.

**Que feront les élus soutenus par le Parti communiste pour respecter leurs électeurs ?**

Pour notre part, nous sommes partisans d'une totale transparence concernant les objectifs des candidats. En premier lieu, les candidats que nous soutenons s'engagent à ne pas instaurer d'exclusion des citoyens dans l'accès aux différents services publics de proximité, au lo-

gement social, aux activités des associations locales dans leur diversité. Cela sous-entend une politique sociale forte avec des tarifs accessibles à toutes les familles, à tous les habitants. En second lieu, ils s'engagent à lutter pour préserver les services publics locaux, voire à en créer de nouveaux, afin de toujours mieux répondre aux besoins qui émergent aujourd'hui dans les communes. Évidemment, cela nécessite, pour qu'ils fonctionnent bien, que les personnels ne soient pas précarisés, mais que ces derniers soient correctement formés et payés.

Mais pour les municipalités, cela nécessite des moyens importants... Aujourd'hui, nombre de responsables économiques et socioprofessionnels réclament des collectivités territoriales un développement de leurs investissements et des commandes publiques. Mais comment peuvent-elles le faire alors que l'État ferme les robinets financiers et que le secteur privé lui-même, notamment les plus grosses entreprises, ne brille pas par le niveau des réinvestissements de leurs bénéfices ? Faut-il rappeler que les gros patrimoines ont considérablement progressé ? Faut-il citer les 211 milliards d'euros affectés par l'État aux entreprises en 2023 ? Des milliards qui pourraient être utilisés pour subvenir aux besoins économiques et sociaux...

En revanche, si aujourd'hui on répondait aux besoins de la population en matière de santé, de prise en charge des personnes âgées, de logement social, de mobilités, on contribuerait à la création d'emplois utiles, non délocalisables, rentables socialement et économiquement.

**Et que dire des intercommunalités ?**

Ces intercommunalités sont un angle mort de la campagne électorale, personne n'en parle. Pourtant, elles peuvent contribuer à répondre aux objectifs que je viens de citer. C'est pour cela que nous nous prononçons pour le maintien de toutes les intercommunalités existantes (dont celle du Haut-Vallespir, celle de l'Agly-Fenouillèdes, ...) de façon à garder une proximité entre les habitants et les outils mis en commun pour mettre en œuvre les politiques locales. C'est pour cela aussi que nous voulons que la communauté urbaine Perpignan-Méditerranée-Métropole se maintienne dans le périmètre actuel en faisant un effort pour développer la transparence, la vie démocratique concernant les prises de décision.

**Dans nombres de communes, le Rassemblement national se présente de façon plus ou moins affichée. Qu'en pensez-vous ?**

Dans les Pyrénées-Orientales, le Rassemblement national n'a pas caché son ambition de développer son implantation, notamment en nouant des alliances avec ces responsables politiques de droite, ceux-là même qui portent totalement la responsabilité de la situation de notre département. Un département particulièrement marqué par la pauvreté et la précarité pour les salariés. Évidemment, le RN n'a aucune volonté de remédier à cet état de fait, au contraire, il le cultive ! Un des marqueurs forts des communistes est de s'opposer au Rassemblement national et la fédération du PCF 66, ses militants, appellent à faire barrage à des candidats qui ajouteraient à la crise sociale actuelle des éléments de racisme, de xénophobie, de rejet de l'autre.

Propos recueillis par René Granmont

Article complet sur [letc.fr](http://letc.fr)



Perpignan

# Six listes dans la course



**Le nombre de listes n'éclaire pas forcément les enjeux de la ville centre du département, enjeux que certains tentent de « nationaliser ». Décryptage.**

La ville est tombée dans l'escarcelle du RN en 2020, la volonté de battre l'extrême droite est au cœur du futur scrutin. Ce qui n'a pas suffi à rassembler celles et ceux qui souhaitent débarrasser Perpignan du RN. L'impossibilité de mettre en œuvre le rassemblement à gauche a longtemps occupé le terrain perpignanais. Le collectif *Perpignan Autrement* s'y est beaucoup investi, proposant une large ouverture de la gauche aux progressistes. Une démarche au long cours, entamée fin 2024 avec ateliers programmatiques, cafés citoyens...et, in fine, l'élection de Mathias Blanc comme tête de liste parmi quatre candidats. Mais cette dynamique et les appels à l'union n'ont pas été suivis par LFI qui, avec les écologistes et Génération.s, a fait sa liste Changez d'air.

Pas plus que par Agnès Langevine, rencontrée à plusieurs reprises, en vain. La voilà désormais tête d'une liste que l'on peine à qualifier de gauche en raison de la présence d'anciens

colistiers de Jean-Marc Pujol et de Jean-Paul Alduy. Curieusement, cette liste bénéficie de l'investiture du PS et de *Place Publique* alors que les adhérents locaux de ces deux formations sont à *Perpignan Autrement*.

À l'évidence cet état de fait résulte d'accords nationaux et n'est pas exempt de considérations beaucoup plus liées à la future élection présidentielle qu'aux problèmes municipaux. Le mépris total des décisions des militants locaux est une donnée qui a suscité une perplexité certaine dans le landerneau politique et qui laissera sûrement des traces.

## Politique n'est pas un gros mot

L'autre question qui émerge est celle de la nature de l'élection municipale, est-elle politique ? Dans le quotidien local, une journaliste met en avant le fait qu'à *Perpignan Autrement*, les trois-quarts des candidats sont encartés dans un parti ou une association, un fait qu'elle met en négatif. Faut-il lui rappeler que

le mot grec polis qui a forgé celui de politique signifie cité ? Oui, la gestion des affaires municipales relève de la politique, et ce n'est pas un gros mot.

Pourtant bien des candidats s'évertuent à brouiller le message, à gommer leur étiquette. Même Bruno Nougayrède (Liste *Soyons fiers de Perpignan*) alors que la deuxième de sa liste est responsable LR tendance Retailleau !

Quant à la liste de Louis Aliot, on y trouve plusieurs élus qui ont siégé avec J-M Pujol, point ultime de la banalisation du RN et de sa porosité avec la droite.

Et que dire de ces responsables nationaux LFI, RN, PS, PP... qui descendent en masse dans la ville ?

Point d'hypocrisie, donc. Les 15 et 22 mars les électrices et électeurs de Perpignan auront à choisir, parmi six listes politiques, celles et ceux les mieux à même de mener une bonne politique pour la ville et ses habitants.

Nicole Gaspon

## Municipales

# Argelès-sur-Mer, où est la gauche ?

**Trois listes sont en lice pour les élections municipales de mars prochain, toutes trois sont étiquetées de gauche, ce qui fait bondir Danilo Pilon, ancien maire adjoint communiste.**

**Pourquoi n'y a-t-il pas de liste à gauche, selon vous, aux prochaines municipales ?**

Ce n'est pas faute, pour nous communistes, d'avoir essayé de rassembler. Le contexte actuel est tel qu'aucun parti de gauche n'est en mesure de se présenter seul, parce que non organisé à Argelès ou par manque de candidats ou simplement désireux d'avoir des élus mais avec leur étiquette politique dans la poche. Pour toutes ces raisons, la gauche sera absente aux municipales d'Argelès-sur-Mer. Mais je constate que dans cette commune de plus de 10 000 habitants, la droite est aussi absente et que le RN qui a fait plus de 50% aux dernières législatives est aussi, et c'est bien, absent de ces élections municipales.

**Que pourriez-vous dire, alors, des listes en présence ?**

Trois listes se présentent, toutes trois sont étiquetées « *divers gauche* » sur le papier mais difficile de s'y retrouver en réalité. Qu'on en juge ! Sur la liste « *Toujours en avant Argelès-sur-Mer* » conduite par le maire sortant, Antoine Parra, ex- membre du PS, on trouve en 7<sup>e</sup> position David Triquere (son ex-adversaire de droite en 2020) et bien d'autres avec lui. Quant à la liste « *Nouveau cap pour Argelès* » conduite par Julie Sanz, (ex-première adjointe du maire démissionnaire en janvier dernier, après s'être vu retirer sa délégation), on y trouve en 3<sup>e</sup> position, Patricia Nadal, représentante départementale du parti présidentiel Re-

naissance dirigé par Gabriel Attal et candidate aux législatives de 2024. La liste « *Argelès Ambition Nouvelle* » est conduite par Hélène Broc, membre du Parti socialiste (Argelésienne adhérente à Perpignan !) et sur laquelle, figure, en 21<sup>e</sup> position, l'épouse de feu Jean Carrère (maire de 1983 à 2001). Bernard Olivier, représentant les propriétaires de résidences secondaires, a rejoint cette liste.

**Quelles sont, selon vous, les priorités que devraient porter ces trois listes qui se disent « de gauche » ?**

Le logement est une des priorités pour les Argelésiens et au lieu de discuter, lors d'un débat organisé par *Ici Roussillon*, sur la taille des logements pendant une demi-heure, les trois têtes de liste auraient dû aborder les points suivants : comment loger les familles et les jeunes aux revenus modestes, construire des logements sociaux ? En effet de nombreux jeunes ménages argelésiens ne peuvent se loger car les nouvelles constructions, quelque peu anarchiques, ne sont pas abordables financièrement. Sans vouloir nier que des travaux ont contribué à transformer la ville, dans la continuité parfois des options prises par les municipalités précédentes, force est de constater qu'Argelès n'évolue pas dans le sens que souhaiterait la grande majorité des habitants. Et à quand la création d'un centre de santé ?

Propos recueillis par Michèle Devaux



## Carrefour Clair

## Ouvrir le dimanche ?

**Les salariés de la grande surface sont invités à se prononcer jusqu'au 13 mars sur l'ouverture le dimanche. Un simili referendum patronal dénonce la CGT.**

Alexandre Bompard, PDG de Carrefour depuis 2017, anime cette immense et éclectique multinationale de la distribution avec malice et, disons-le, avec une certaine intelligence capitaliste. Il achète des entreprises, il vend, dans le monde entier et se réorganise en permanence. On passe de l'achat de supérettes, Vival et Petit Casino, par exemple, à l'achat de label dont le Bio et le hallal, à la « location-gérance » de grandes unités (39 en 2025 selon l'Indépendant) dont il reste le propriétaire. En 2024, le groupe a réalisé 87 milliards de chiffre d'affaire. En 2025, 812 millions d'euros de dividendes ont été distribués aux actionnaires. Et, dernier chiffre connu, en 2018, le PDG recevait plus de 7 millions d'euros de rémunération. (source : Site Carrefour). À Clair, 242 salariés, tous postes confondus, y travaillent.

### Le « travail du dimanche » pour accélérer la location-gérance

Les candidats à la gestion, à la location-gérance réclament cette entorse légale au droit du travail. « Les exemples ne manquent pas, y compris dans le département. Les acheteurs potentiels seront plus nombreux si on accepte cette mesure » précise ainsi Myriam, une déléguée syndicale CGT. « Nous nous n'en voulons pas. Le dimanche, c'est pas fait pour ça. Et si les salaires étaient à la hauteur, il n'est pas certain qu'ils trouvent beaucoup de candidats. Ce bulletin de vote est une vraie mascarade. Quatre réponses sont proposées aux votants. Parmi elles, trois expriment le « Oui » et une seule le « Non ». Ce n'est pas normal ». En effet, pour les trois premières « Volontaire permanent », « Volontaire occasionnel », et « Non volontaire mais pas opposé » c'est le « Oui » qui



© Michel Marc

est exprimé. « Avec ce vote organisé, Carrefour veut mettre la pression sur le vote à venir du Comité social économique (CSE) de l'entreprise ». Un représentant syndical conclut : « s'ils gagnent ça, ça va faire mal partout. Outre le surtravail, si des embauches n'interviennent pas, la prime de départ à la retraite va être divisée par deux et la prime de présence va être perdue pour tout le monde ». Pour rappel, un précédent scrutin de même nature avait vu le « Contre l'ouverture le dimanche » l'emporter.

Michel Marc

PS/ De leur côté, la CFDT et FO sont pour trancher tout de suite en disant oui.

## Intermittents du spectacle

### Une victoire, des menaces et la volonté de continuer les mobilisations

Intermittents du spectacle plus fragiles que jamais



Ils sont 312 000 en France et génèrent trois milliards de masse salariale (cf. France travail). En Occitanie, leur nombre varie entre 13 000 et 14 500. (400 dans le département). Les intermittents sont techniciens, musiciens, artistes et chanteurs. Ils ont fait face aux prétentions du MEDEF d'augmenter le nombre d'heures travaillées et ont obtenu le blocage au niveau actuel (507 heures) pour pouvoir prétendre au statut d'intermittent (versement d'indemnités mensuelles pendant les périodes d'inactivité contractuelle). Certes imparfait, voir témoignage ci-contre

ce statut est unique en Europe et permet l'émergence de spectacles vivants sur l'ensemble du territoire. Il permet aussi la « survie » de créateurs, techniciens et artistes. L'État veut réaliser, en 2026, 400 millions d'économie et l'organisation patronale un milliard. « Exiger 557 h, cela éjecterait de l'indemnisation environ un quart des 300 000 intermittents d'aujourd'hui. Cela mettrait la pression sur les salariés pour accepter n'importe quelle condition de travail, y compris des salaires à la baisse » précisait ainsi le syndicat CGT lors des négociations.

### Le témoignage d'une intermittente d'ici, syndiquée et renseignée

« Le secteur du spectacle a déjà du mal à se relever depuis la Covid et les réformes d'assurance chômage successives. Le mandat de Dati est désastreux. Les coupes budgétaires des créations, des collectivités, du FONPEPS (fonds national pour l'emploi pérenne dans le spectacle) et du « Pass culture » ont lourdement fragilisé nos secteurs. Il est déjà très difficile pour beaucoup d'intermittents, artistes ou techniciens, d'arriver au seuil des 507 heures. Grâce à la dernière mobilisation, le MEDEF renonce aux 557 heures. Mais il annonce demander un gel des augmentations annuelles des allocations pour tous les demandeurs d'emploi, intermittents inclus et affiche clairement son intention de rouvrir le dossier des intermittents en 2028. Nous attendons toujours l'application de l'accord du 27 octobre 2023 permettant la prise en compte des arrêts

maladie et du congé paternité. Mais le patronat reste sourd face à cette exigence. L'avenir pour beaucoup de nos professions reste fragile. Avec les élections municipales, le risque de voir certaines villes basculer à droite et à l'extrême droite et de fait, voir les budgets alloués à la culture restreints, voire inexistantes, ne rassure aucunement nos professions. Ces négociations du régime général sur les ruptures conventionnelles mettront davantage de travailleurs et de travailleuses sans droits au chômage qui basculeront, de fait, dans la précarité. Nous sommes toutes et tous concernés par ces négociations et nous ne pouvons supporter qu'en France nous continuions à faire la chasse aux pauvres et pas aux milliardaires qui ne paient pas leurs impôts... »

Lucie Chillon

## Viticulture

# Un nouveau plan d'arrachages

*Face aux difficultés du monde viticole la réduction du nombre des vignes est programmée.*

**D**epuis le 6 février, un appel à manifestation d'intérêt (AMI) est ouvert avec une clôture prévue le 6 mars 2026, dans la perspective d'une aide nationale visant à financer la réduction du potentiel viticole français.

Le montant de l'aide à l'arrachage, 4 000€ par hectare, entraînera la perte des autorisations de plantations nouvelles, le viticulteur aura l'impossibilité d'en bénéficier pour une durée de dix ans. On assiste à un véritable plan social.

## L'arrachage ne sauvera pas la filière

Pour plusieurs syndicats professionnels tel que le MODEF, l'arrachage ne sauvera pas la filière. La filière souffre, et pour y remédier l'État finance l'arrachage des vignes. Mais c'est plus qu'une affaire de surproduction de vin, c'est tout un modèle intensif qui est à revoir, plaident certains vignerons. Ce sont avant tout les viticulteurs du Languedoc-Roussillon, du Sud-Ouest et du Bordelais qui ont le plus de mal à écouler leur production, qui devraient bénéficier des aides.

Derrière cette succession de plans, on devine une crise structurelle de la viticulture française surtout dans le Sud.

Deux visions s'opposent :

Celle majoritaire qui veut réduire temporairement les volumes pour mieux répartir en arrachant les vignes et celle d'autres, dont la *Confédération paysanne*, qui dénonce un modèle intensif à bout de souffle. Faut-il continuer à produire plus pour écouler coûte que coûte ou bifurquer vers moins mais mieux et une véritable diversification ?

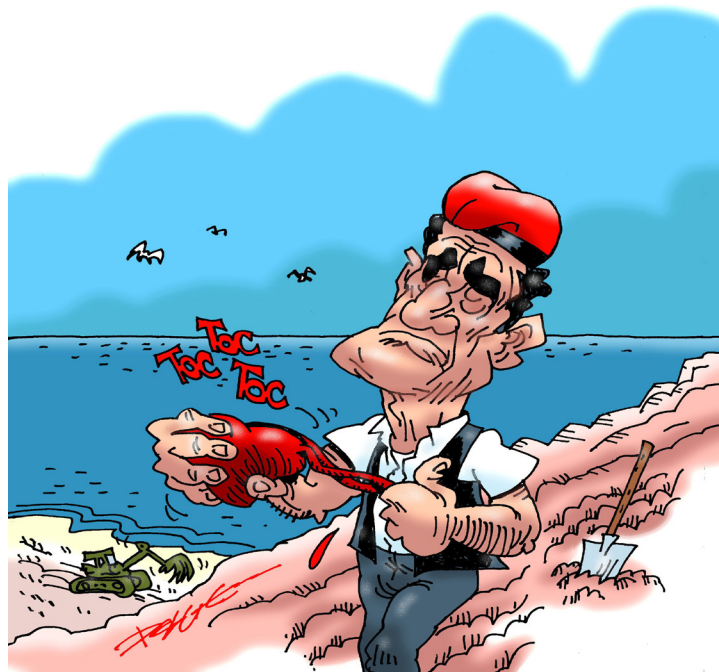
Sortir de la monoculture est presque obligatoire.

Depuis 2020, les viticulteurs n'ont pas été épargnés. Le changement climatique a fait chuter les quantités récoltées ces dernières années. Mais cette baisse de production n'a pas suffi à créer la rareté et faire remonter les prix.

Des prix trop bas pour en vivre. « *Ce qu'on nous paye aujourd'hui ne couvre pas les frais de production* » déplore un vigneron.

Les négociants savent que la profession est à terre, ils en profitent pour offrir des prix toujours plus bas. Dans notre département, les caves

**Arrachage dans les P.-O. : un crève-cœur**



coopératives fusionnent pour résister. À Rivesaltes, la cave coopérative Arnaud-de-Villeneuve est frappée de plein fouet. Capable de traiter 90 000 hectolitres, cette année elle n'a rentré que 18 000 hectolitres. Et l'avenir est plutôt sombre, il y aura encore moins d'apport car des vignerons adhérent vont bien sûr arracher.

Des familles sont en détresse, des licenciements économiques menacent. C'est un désastre industriel et le paysage de notre département en sera modifié. « *Les vignes elles ne courent même plus dans la forêt* » comme dit la chanson.

Jean Vilert



**France - Espagne****Rencontres Culturelles et Républicaines 2026**

**Organisées en commun par des associations de chaque côté de la frontière, les 6<sup>e</sup> Rencontres Culturelles et Républicaines ont lieu au Boulou du 26 février au 28 mars.**

Cette année, les rencontres culturelles républicaines s'intitulent « *Dans les pas des Résistances* ». Elles offrent deux expositions. L'une « *Els mestres de la República* », prêtée par la Fundació Josep Irla, Consell comarcal dels Ripolles, a débuté le jeudi 24 février à la Maison de l'Histoire au Boulou et y demeurera jusqu'au vendredi 13 mars, l'autre sur « *Les brigades Internationales* » sera visible à la Médiathèque du 5 au 31 mars. Elles seront animées par des Vernissages itinérants **vendredi 6 mars à 18h** (présentation par Raymond San Geroteo) avec une animation musicale à la Médiathèque par Nestor Aguirre à 19h.

**Animations et rencontres**

**Jeudi 19 mars à 18h** à la Médiathèque, conférence « *Les Frères Machado* » par Ma-

nuel Menendez ; **vendredi 27 mars** à la MEM à 18h, conférence « *Les enfants de la Seconde république* » George Sentis et Raymond San Geroteo ; à 18h30 film *La langue des papillons*.

**Samedi 28 mars à 11h** Cérémonie officielle, gare du Boulou : hommage à la résistance française et étrangère. Accompagnement musical – participation des enfants de Marie-Christine Becker et de l'école de musique du Boulou en fin de cérémonie.

**À 13h**, repas républicain à la salle Peus aux Échards au Boulou suivi d'une animation avec les « *Gaiters de Tierra Plana* »

**Jeudi 10 avril à 18h** à la Maison de l'Histoire : Atelier-débat « *Démocratie* » co-animé par l'AGEEF et La Casa Ibero Americana.

Contact : aagef.ffi.66@gmail.com

PRÊT " FUNDACIÓ JOSEP IRLA - CONSELL COMARCAL DEL RIPOLLES

**"Els Mestres de la República"**

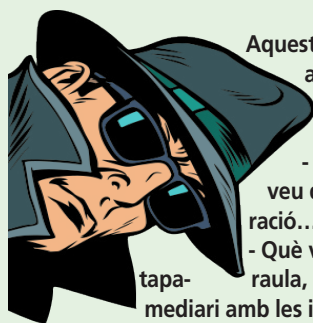
VERNISSAGE ITINÉRANT 6 MARS 18H

**Exposition**

**26/02 > 13/03**



MAISON DE L'HISTOIRE  
CASA DEL VOLÓ  
ENTRÉE LIBRE

**Les cinc arques** Capitol 6 (3)

Aquesta última consideració, deixa els tres amics silenciosos. Al cap d'uns minuts, el periodista es dirigeix cap el Martí, dient amb un somriure:

- I tu quin paper tens en tot això ? Es veu que aquí llueixes d'una gran consideració...

- Què vols! M'han elegit com una llei de porraula, de president de no sé què, faig d'intermediari amb les institucions. Soc una mena de comissari de barri d'abans. Depenem del municipi de Sornia. El batlle de Sornia lo que li va bé és que anem tirant sense donar-li massa maldecaps. Ara, ep!, lo que s'està intentant, es d'obtenir l'estatut de municipi Independent, lo que no es gens fàcil,

- La tendència de fet ja fa temps que és de reagrupar més aviat que no de dividir...

- Sí, mes aquí és força especial: per una banda, i com t'ho acabo de dir, molts s'estimarien més que fóssim independents i que gestionéssim les nostres particularitats; mes per una altra banda, localment la idea de perdre territori els hi fa gratera, i a nivells més alts encara més perquè com sempre, amb les dissidències, hi ha aquell risc de pèrdua de control...

- Suposo que sobre aquest punt esteu tots més o menys d'acord ?

- Més o menys... personalment penso que si s'aconsegueix, hi trobarem algun benefici... però també contribuirà a tancar-nos encara més, que no és res de bo... ja ho sabem. I això val per als grups humans en general, fins els partits polítics o sindicats que coneixem bé, com més l'agrupament és petit més hi ha risc d'esdevenir una secta...

- Sobretot que si ho entenc bé, aquí teniu tots els ingredients que cal...

- Això mateix; per una altra banda, no ho puc dir, i encara menos

mostrar-me'te bi en la demanda; això sí que ningú ho entendria i seria obrir pas a lo que no vull...

El periodista torna a somriure :

- Ja veig amb plaer que no has perdut el teu nord! Però com funciona de cara al país, les lleis i tot allò ?

- Quan hi ha una naixença es va a Sornia per declarar-la, i quan hi ha una defunció, és el batlle de Sornia que puja per posar el braçalet al mort.

- Parlant de naixements, la DDASS no es fica amb la manera de viure de la mainada? I per l'escola, com ho feu ?

- El mateix que en altres zones on la gent ha triat de viure fora del sistema dominant: l'escola es fa teòricament a casa, lo que la llei autoritza. De fet, s'ha muntat un sistema que cobreix de les classes infantils fins al batxillerat, amb tot lo necessari sigui pels llocs com pels mestres. És a l'hora de les formacions després el batxillerat que és un xic mes difícil...

- I?

- Els joves han de triar: quedar-se i acceptar la vida d'aquí, o marxar, i llavors han de passar per les obligacions que s'abon. La realitat és que més o menys un cinquanta per cent tria cada opció ...

- I tu què en penses?

El Martí alça les espatlles :

- Impossible de dir-ho aquí, però jo lo que penso és que per un jove val millor anar a veure la resta del món. A més sempre els hi queda lo que fas tu: utilitzar totes les possibilitats per viure mes o menys normalment multiplicant les proves, utilitzant el braçalet i tot lo altre... Per tornar, sempre hi seran a temps... diguem, parlant d'aquesta manera de viure, que és la teva, com t'ho fas? L'Helena i jo fem part dels que de tant en tant anem a passar una estona fora d'aquí, i realment és molt pesat de passar per totes les obligacions que la cosa demana! No en tenes prou? (seguirà)



# Mixité sociale, mixité scolaire ? enjeux et perspectives à Perpignan

**En matière d'inégalités, de pauvreté, de précarité, la ville de Perpignan est au plus haut, démonstration par David Giband, professeur des universités, géographe et urbaniste.**

Lors de sa conférence à l'invitation de l'*Université Populaire du Travailleur Catalan*, David Giband a abordé le thème de la mixité par la question scolaire. D'après lui cette question est à l'origine du problème et reste un enjeu invisible des municipales.

Il dessine à l'aide d'une carte, la géographie de cette ville, démontrant l'incohérence et la fragmentation de son aire urbaine, à l'instar de certaines villes ghettos des USA, où la pauvreté, contrairement aux villes françaises se situe au centre-ville.

## Une ville repoussoir par ses écoles

L'école, comme le logement sont des questions politiques. La carte scolaire met en évidence les inégalités ; un enfant sur deux à Perpignan est scolarisé dans le secteur privé et l'IPS (indice de position sociale) montre l'écart entre la moyenne nationale : 104 et la moyenne de Perpignan : 87. À Perpignan, l'écart entre l'école la plus riche et la plus pauvre est de 8 et le niveau scolaire, nous dit le conférencier, est très faible dans l'école publique.

À Perpignan, l'ampleur des inégalités sociales entre écoles élémentaires publiques et privées est très forte, un tableau présenté par le conférencier met en évidence l'IPS privé : 123,9 et l'IPS public : 79,5, un écart de 44,4 bien supérieur à celui d'autres villes comparables d'Occitanie. L'IPS perpignanais devance celui des villes de banlieue parisienne voire se situe au niveau de Mayotte ou de la Guyane.

Ne pas prendre en compte l'éducation a des conséquences pour l'attractivité de la ville : les jeunes couples choisissent de s'installer d'abord à proximité d'une école qu'ils jugent capable d'assurer à leur enfant un avenir sco-

laire brillant. En dehors de quelques îlots périphériques correctement dotés, les écoles font de Perpignan une ville complexe pour comprendre la question centrale de l'éducation.

## Urbanisme et école

Pour le conférencier, la mixité sociale n'est pas un concept scientifique : il existe un consensus pour ne pas le définir, pour le remettre en cause et ne pas le respecter.

Le politique est hautement responsable de l'urbanisme déterminant pour la carte scolaire mais aussi de l'implantation des écoles et collèges (collèges privés dans des zones à recrutement dans les classes socio professionnelles moyennes ou élevées) et également des transports (circuits de bus plus courts pour les élèves du privé).

Tous ces choix minimisent à Perpignan la mixité sociale. Quant aux collèges publics 6 sur 8 sont classés REP\* ou REP+.

Perpignan, ville fragmentée par des raisons socio-ethniques, Saint-Jacques en est l'exemple même : l'école des Gitans, l'école des Arabes sont des ghettos difficiles à accepter en démocratie mais la structure urbaine, la pauvreté de la ville les a créés et il n'y a pas, de la part de la municipalité, de volonté d'aller contre.

## Comment sortir de cette situation ?

Les exemples venus de l'étranger ne sont pas convaincants et le brassage scolaire à Perpignan est compliqué puisque tous les secteurs sont pauvres. Le libre choix scolaire et l'autonomie des établissements créent des dérives consuméristes et de concurrence, ce que récuse notre système scolaire qui ne veut pas que l'école devienne un marché.



La mise en œuvre du dispositif *Cités éducatives* en 2019 n'a pas vraiment changé la situation, même s'il permet des collaborations entre écoles, associations, collectivités et secteurs socio-éducatifs.

Donc pas de solution miracle, mais quelques pistes de réflexion :

- une volonté de politique de mixité qui englobe la plaine du Roussillon,
- des affectations étudiées des élèves et des enseignants (en Italie les enseignants en fin de carrière consacrent des heures à aider des collègues en zones difficiles)
- pas de dérogations à la carte scolaire
- une offre pédagogique particulière
- revoir la place du privé sous contrat et imposer un pourcentage d'enfants pauvres dans le privé.

Une autre politique éducative doit être mise en œuvre d'urgence pour assurer à Perpignan un avenir plus brillant dans tous les domaines.

F. G. et G. K.

# Le Travailleur Catalan

## l'hebdo



**Abonnez-vous**  
au numérique pour  
**5,50€/mois**





## Perdus dans Paris

**Les sang et or défaits dès la première mi-temps. Erreur de casting ou (et) manque de fraîcheur.**

**E**n rentrant aux vestiaires à la pause sur le score sans appel de 28 à 0, les joueurs de Laurent Labit ne pouvaient pas espérer revenir de la Capitale avec les quatre points de la victoire. Comment, en six jours, les ambassadeurs du Pays Catalan ont-ils pu souffler le chaud et le froid ? Comment ont-ils pu inonder... de joie leurs supporters et comment ont-ils pu les laisser avec la gorge sèche quelques jours plus tard ?

### L'USAP se cherche encore à Paris

Le chanteur Raimon avait chanté en son temps :

*Al meu país la pluja no sap ploure  
o plou poc o plou massa.  
Si plou poc és la sequera,  
Si plou massa és la catastrofe...*

Un texte qu'il n'est pas nécessaire de traduire et qui est bien le reflet des méfaits de la météo dans notre pays catalan, mais aussi de ce qui se passe pour le club phare de notre département. Malheureusement vrai ! Ou l'USAP l'emporte en marquant 40 points contre Pau, deuxième du Top 14, ou elle prend 40 points à Paris, le huitième. Comme la pluie qui tombe chez nous, elle ne sait pas trouver un juste milieu. Qui est fautif ? L'encadrement ou les joueurs ? Peut-être les deux ?

### Les joueurs sur le terrain

Ce sont eux, bien entendu, qui sont sur la pelouse et qui réalisent des coups gagnants ou qui font les pires erreurs. L'effectif de la pre-

mière période a subi pendant pratiquement quarante minutes les assauts d'une équipe parisienne décidée à récupérer cinq points au classement pour se rapprocher des six places qualificatives pour la fin du championnat. Les Catalans les ont bien aidés dans cette quête pour le top 6 en manquant d'agressivité, en manquant d'énergie, mais aussi en commettant des fautes lourdes de conséquences : en avant, placages manqués, ballons rendus au pied, mais surtout pertes de balles en touche (encore et toujours !) ou relances suicidaires. Dans ces conditions il devient impossible de mettre un quelconque jeu en place face à une équipe parisienne pas extraordinaire mais très sérieuse. Quatre essais inscrits en première période avec une facilité qui laisse un doute sur l'implication de certains joueurs Usapistes sur le terrain. Aïe ! Aïe ! Ne recommençons pas ! N'avaient-ils pas récupéré du précédent match contre Pau joué six jours plus tôt ou ont-ils joué, pour certains, avec les mains en haut du guidon ? Les coaches sont-ils aussi responsables de ce naufrage ?

### L'équipe de la première mi-temps exsangue

Une fois le match terminé, il est facile de dire qu'il aurait fallu faire ci ou mettre tel joueur dès le début. Mais une erreur, peut-être de casting, saute aux yeux : de nombreux joueurs alignés d'entrée de jeu étaient loin d'être frais et ne pouvaient avoir le rendement dont ils avaient fait preuve quelques jours auparavant contre Pau. Ah ! Ces sacrées tempêtes qui obligèrent

l'USAP à repousser la rencontre contre les Palois six jours à peine avant un déplacement à Paris. Trop court dans le temps alors que les Parisiens ont eu quinze jours pour préparer en toute tranquillité la réception de l'USAP. Remettre d'entrée les joueurs qui avaient affronté Pau était, peut-être, une erreur du staff. Une première ligne fatiguée que Laurent Labit a d'ailleurs fait sortir à la... 31<sup>e</sup> minute, fait véritablement exceptionnel. Le reste du banc entrant au retour de la pause. Et même si l'issue du match (42-21) ne laissait aucun doute au bout de quarante minutes, force est de constater, même s'il était bien trop tard, que l'USAP a su et pu davantage rivaliser lors de la seconde période, réalisant un score positif (14-21) face à des locaux qui avaient, par contre, un peu levé le pied.

Trois semaines sans match attendent les joueurs. Un grand besoin de régénérer les esprits après un début de saison lugubre. Un grand besoin de régénérer les corps après un gros travail entrepris par le staff actuel depuis son arrivée. Fin mars pour les sang et or, deux réceptions qu'il ne faudra pas galvauder pour mieux fourbir les armes en vue de l'access-match qui arrivera à grands pas et pour lequel il faudra savoir gagner enfin à l'extérieur pour éviter une immense déconvenue qui inonderait pas de pluie mais de pleurs tout le département.

**Fins la propera vegada**

Jo Solatges

Céret



© J Lahousse

## Séquences éphémères

À La Capelleta, une épatante sélection de photos de Jacques Lahousse en forme d'invitation au voyage.

**A**u cours de sa longue carrière de journaliste, Jacques Lahousse a réalisé une phénoménale quantité de photos. L'âge venant, lui est venue l'idée de se replonger dans ces quarante années de photos et d'en extraire une sélection d'une cinquantaine. Elles sont aujourd'hui accrochées aux murs de La Capelleta à Céret, rassemblées sous le titre *Hors cadre- Séquences éphémères*.

En introduction de l'exposition, l'artiste propose un écrit, beau texte testamentaire sur le temps qui passe, la mémoire, « ça ne rigole pas de vieillir » lit-on. D'où l'envie de reprendre possession, de « saisir des instants, des fragments, des séquences de vie » et de les offrir en partage. L'exposition est une invitation au voyage dans le temps et l'espace, en noir et blanc et en couleur. D'emblée frappe ce regard singulier de photographe sur des scènes du quotidien, sur des paysages chers à son cœur (comme les plages de l'Atlantique), sur des gens d'ici et d'ailleurs. Jours anciens à Céret, vue incroyable de l'autoport

du Boulou, nonnes trempant leurs pieds dans la mer, corrida, images des danseurs du festival de danses folkloriques d'Amélie-les-Bains, Vietnam...Toujours quelque chose accroche, toujours ce regard empreint d'humanité. Le camp de Rivesaltes occupe un pan de mur entier, intitulé *Trous de mémoire* et accompagné d'un autre texte particulièrement fort et émouvant de Jacques Lahousse. Il a arpenté les lieux en 1997, ce « vaisseau fantôme », évoque son « ressenti vif, poignant presque » sa « mémoire en décombres ». Il évoque aussi les images qui l'assaillent, celles des enfants, qu'il a ajouté en surimpression aux photos qu'il en a ramenés, photos de murs effondrés, troués, « béances, blessures de silence ». Celles-ci sont en couleurs, très vives, elles n'en respirent pas moins la souffrance et la déréliction qui habitaient le lieu.

Nicole Gaspon

La Capelleta à Céret, ouvert tous les jours, à voir jusqu'au 21 mars.



© J Lahousse

## Où sortir ?

### Perpignan

**Archipel** | **Mardi 10 mars à 20h30** | Danse - **Contre Nature** Rachid Ouramdane, Cie Chaillot | De 10 à 30€. **Jeudi 12 mars à 20h30** | Concert - **Insula orchestra** | De 10 à 32€.  
**El Mediator** | **Dimanche 15 mars à 18h** | **Bernard Allison** | 22€ /réduit 19.8€.  
**Institut Jean Vigo** | **Mardi 10 mars à 19h** | Projection- **Hantise avec Hélène Frappat** | 7€/réduit 5€.

### Alénça

**Salle Marcel Oms** | **Samedi 14 mars à 20h30** | **Sans modération** | 12€/réduit 6€.

### Banyuls-sur-Mer

**Salle Novelty** | **Dimanche 8 mars à 17h** | **Volver** récital du pianiste Vittorio Forte, par les Amis d'Alain Marinaro | Entrée 13 € / gratuit pour les moins de 18 ans. Gâteau de Jean-Yves et muscat offerts. Réservations au 07 49 77 00 56 (de préférence par sms) ou sur <https://alainmarinaro.fr>

### Cabestany

**Centre Culturel** | **Vendredi 13 mars à 20h30** | Théâtre - **Le papier peint jaune** | 12€.

### Céret

**Salle de l'Union** | **Vendredi 13 mars à 20h30** | Concert en hommage à Valérie Duchâteau - **Concierto Andaluz** pour 4 guitares de Joaquín Rodrigo | 15€.

### Elne

**Boulevard Voltaire** | **Mercredi 11 mars à 18h** | Les petites scènes - **PP Project** | Gratuit.

### Le Boulou

**Cinéma - Le Majestic** | **Samedi 14 mars à 21h** | Représentation théâtrale - **La cliente** par la troupe des Tréteaux Stéphanois | 12€.

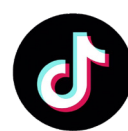
### Sainte-Marie-la-Mer

**Complexe Oméga** | **Jeudi 12 mars à 21h** | Théâtre Primavera - **Une semaine pas plus !**.

### Toulouges

**Théâtre El Mil-lenari** | **Samedi 7 mars à 20h30** | Théâtre - **Silence, on tourne !** | 6€.

## Suivez-nous



## Les Madeleines ! Il est là leur CD ! Il faut parfois savoir attendre

M. M.



Avant, le public a pu entendre par l'orchestre deux pièces de Mozart, dont la *Symphonie concertante* qui mettait en relief deux remarquables jeunes femmes à la clarinette et au hautbois.

N. G.

***Un grand merci à toutes celles et ceux qui font un don !  
Votre soutien est précieux et nous aide à avancer chaque jour un peu plus vers nos objectifs.***

## Emploi

# Rupture conventionnelle

**Mercredi 25 février, trois organisations patronales et deux syndicats, CFDT et CFTC, sont parvenus à un accord réduisant la durée d'indemnisation chômage après une rupture conventionnelle.**

Mise en place en 2008, la rupture conventionnelle permet aux salariés de rompre un CDI d'un commun accord avec l'employeur. Pour l'employeur, elle évite le licenciement économique à justifier et le contentieux prud'homal. Elle ouvre l'accès aux indemnités chômage au salarié, contrairement au démissionnaire. La durée d'indemnisation avait déjà été réduite en 2023 pour l'ensemble des chômeurs. L'accord conclu ce 25 février la réduit encore spécifiquement pour ceux qui ont quitté leur emploi après une rupture conventionnelle. Elle passe de 18 à 15 mois pour les moins de 55 ans (trois mois de moins), de 22,5 à 20,5 mois de 55 à 57 ans. Le gouvernement demandait 400 millions d'euros d'économie. Avec cet accord « on [en] aura 500 millions voire un milliard en vitesse de croisière » se réjouit le ministre du Travail. Pour la CFDT, « le plus important pour les salariés, c'est de savoir que le mode de rupture conventionnelle est conservé ». La réponse de la CGT est sans équivoque : « le CGT ne se bat pas pour éviter le pire ».

## 515 000 ruptures conventionnelles en 2024

D'autant qu'il n'est pas sûr que le patronat souhaite supprimer la rupture conventionnelle étant donné ce qu'il y gagne en évitant les prudhommes. En revanche, le recours massif des salariés à la rupture conventionnelle (515 000 signées en 2024) interroge. La dégradation des conditions de travail en est souvent à

l'origine : flexibilité horaire, charge de travail de plus en plus lourde, relations détériorées avec les « chefs », reconnaissance du travail, etc. La rupture conventionnelle permet de négocier une sortie, sans remettre en cause l'organisation du travail. Avec cet accord, « la sortie sera un peu plus précaire. C'est tout ce que nous avons gagné avec cette négociation » écrit Bertrand Jacquier dans *L'Humanité*.

Les intermittents du spectacle, mobilisés, ont obtenu un sursis. Mais ce n'est que partie remise. Hubert Mongon, le patron du Medef, s'est empressé de préciser que ce sujet ferait partie de la négociation de la convention d'assurance chômage en 2028. Ils sont prévenus.

Perte de trois mois d'indemnisation chômage, augmentation du reste à charge pour les frais d'hospitalisation, majoration des allocations familiales aux 18 ans de l'enfant et non à ses 14 ans à compter du 1er mars, entre autres, sont des choix politiques qui font porter aux « petits » le poids des économies budgétaires. On est bien loin du discours de Victor Hugo : « les petits doivent être sacrés aux grands, et c'est du droit de tous les faibles que se compose le devoir de tous les forts ».

Anne-Marie Delcamp

Pour ou contre les ruptures conventionnelles disruptives ?



## Santé

## Une solution contre les déserts médicaux

**Afin de combattre la désertification médicale dans les Cévennes, des médecins cubains sont appelés en renfort.**

Comment faire face au manque de médecins et de personnels de santé dans le département du Gard ?

Comment pallier les carences de l'État dans ce domaine ?

Confrontée au manque de généralistes et de spécialistes, la population est en forte demande. Un collectif d'élus d'Alès Agglomération, de Cèze Cevennes et de Basse Lozère, en partenariat avec le comité de défense de l'hôpital d'Alès et de promotion de la santé œuvrent depuis un an pour la venue de médecins et personnels de santé cubains dans le cadre d'une coopération de solidarité. Le lundi 23 février à Cendras (30), Sylvain André, maire communiste, recevait Justo Enrique Rodriguez,



premier secrétaire de l'Ambassade de Cuba en France. Cette venue marquait un temps fort dans le travail entrepris depuis des mois pour faire face à la désertification médicale du territoire. Plus de cent personnes étaient

réunies pour un temps d'échange en présence d'André Chassaigne (député honoraire, ex président du groupe PCF à l'assemblée), du président de la Carmi, de Jean-Michel Suau élu communiste, président du comité de défense de

l'hôpital et de nombreux élus du territoire. Suivait une réunion au centre hospitalier d'Alès avec le directeur et ses collaborateurs.

Le conseiller santé de l'Élysée et le ministère de la Santé ont donné leur feu vert pour avancer et Cuba est favorable pour établir une convention qui sera évoquée prochainement avec le ministère des Affaires étrangères. Il faut désormais convaincre l'Ordre National des médecins pour concrétiser cette belle démarche.

Les élus gardois ont su faire preuve de pragmatisme en défendant cette solution transitoire. Ce travail collectif transpartisan doit se poursuivre pour définir un maillage optimal pour les habitants.

Jean Vilert

## Ukraine

## Quatre ans

**Alors que les peuples russe et ukrainien endurent une guerre de plus de quatre ans avec combats et bombardements quotidiens, les négociations se poursuivent entre Kiev, Moscou et Washington.**

Cette nuit de fin février, l'armée ukrainienne a bombardé à l'aide de drones la ville de Koursk, où un employé de garage de 25 ans a été tué et trois autres personnes blessées, selon l'agence de presse russe Tass. Une journée de deuil a été décrétée dans la région de Smolensk, où sept personnes avaient été tuées par une attaque de drones ukrainienne.

En Ukraine, l'armée russe a continué de bombardier via des dizaines de drones les régions de Belgorod (où 60 000 personnes sont privées d'électricité), Odessa (le port), Kherson, Donetsk et de Louhansk (un dépôt pétrolier de la ville du même nom), oblast quasiment intégralement contrôlé par Moscou. Un mort et six blessés ont été recensés cette nuit par les secours.

À noter qu'un cessez-le-feu a été décrété autour de la centrale nucléaire de Zaporijia, pour réparer une ligne d'alimentation externe, a annoncé le directeur général de Rosatom Alexey Likhachev, à la suite de discussions entre plusieurs ministères russes et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Volodymyr Zelensky croit en une future trêve. Dans son entretien à *Sky News*, le président

ukrainien affirme que les États-Unis « peuvent vraiment mettre la pression à Poutine » et « arrêter cette guerre ». Volodymyr Zelensky pense que « les élections importantes et influentes » de mi-mandat aux États-Unis peuvent être « une fenêtre » pour « parvenir à la paix ». Parler des territoires à récupérer, « c'est très difficile, ça concerne tellement de pertes humaines », s'est-il confié, ajoutant que la Russie « ne gagne pas et nous ne perdons pas » dans ces régions occupées. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a cependant affirmé n'avoir « aucune échéance » pour cesser les combats. Volodymyr Zelensky a enfin annoncé la poursuite des négociations entre Kiev, Moscou et Washington « début mars », à « très probablement (...) Abu Dhabi ». Ceci venant après les discussions des représentants russe et américains, Rustem Umerov, Steve Witkoff et Jared Kushner à Genève jeudi.

En attendant, la poursuite de cette guerre meurtrière continue d'enrichir les marchands de canons et le cauchemar se poursuit pour les populations russes et ukrainiennes.

Roger Rio



## Moyen-Orient : La déflagration

**En attaquant l'Iran, les dirigeants américains et israéliens risquent de créer un conflit aux portées mondiales.**



On dit souvent que le Proche-Orient est une poudrière tant sont entremêlées les ressources, les tensions ethniques et religieuses. Or le 28 février 2026, Israël et les États-Unis ont lancé une vaste opération militaire coordonnée contre l'Iran, baptisée *Operation Lion's Roar* ou *Epic Fury* marquant une escalade majeure dans la région. Alors que les négociations sous l'auspice des monarchies du Golfe étaient en cours

pour trouver une sortie de crise, l'attaque soudaine des forces américano-israéliennes a pris de court les dirigeants iraniens. En a résulté la mort de plusieurs hauts dignitaires de la République Islamique dont son guide suprême Ali Khamenei.

Téhéran a rapidement riposté par des tirs de missiles et de drones en direction du territoire israélien, mais également sur les bases américaines et otaniennes dans les Monarchies du Golfe et à Chypre. Alors que ses alliés régionaux, dont le Hezbollah au Liban, en intensifiant leurs actions le long de la frontière nord d'Israël ont conduit ce dernier à faire rentrer ses forces terrestres dans le sud du pays du Cèdre laissant craindre la déstabilisation d'un pays déjà grandement affaibli financièrement et politiquement. La crainte d'un embrasement régional s'est aussitôt imposée. Les regards se tournent désormais vers le Golfe et la mer Rouge, où l'annonce du blocage du Détroit d'Ormuz, véritable goulet d'étranglement pour le commerce pétrolier mondial (plus de 20 % du trafic du pétrole mondial y passe) a déjà fait exploser les prix du baril de pétrole et fait grimper le prix du gaz à plus de 30% en France.

Au-delà du face-à-face militaire, le risque est celui d'une déstabilisation durable. Une confrontation prolongée provoquée par l'aventurisme du président américain et du Premier ministre israélien fragiliserait des États déjà éprouvés par des crises économiques et politiques, alimenterait les tensions confessionnelles et pourrait provoquer de nouveaux déplacements massifs de populations.

J. S.

## Le temps presse

Nous l'avons dit dès le début : la municipalité Rassemblement National de Perpignan est une tache pour la ville et il est important de tout mettre en œuvre pour l'effacer. Les élections municipales de mars 26 sont une occasion, même si l'équipe en place fera tout pour garder la place chaude, pour s'en servir pour continuer à se dédramatiser, pour jouer aux bons gestionnaires, pour montrer toute leur attention aux besoins sociaux, pour jouer aux notables. Les années Pujol et Alduy avaient bien préparé le terrain à une extrême droite aux aguets, elles étaient même prêtes à fournir au besoin quelques supplétifs. La sociologie urbaine de la ville a été marquée par la guerre d'Algérie, l'OAS et même le pétainisme. Nous avons fait avec !

### En finir

Mais l'espoir d'en finir vite tараude tous ceux qui avaient la démocratie chevillée au corps. Là les choses se compliquent un peu et les candidats sont nombreux à se sentir une vocation de libérateur, chacun ne croyant qu'à sa seule capacité à tuer la bête. Il serait sans doute instructif de refaire l'histoire et les argumentaires des échiquiers politiques de tous ceux qui y ont cru, qui y croient peut-être encore. La composition de l'équipe n'a cessé de poser problème : en termes d'unité à construire, tout d'abord. La gauche, les forces qui la com-



posent, l'ancrage local, les compétences à rassembler. Le ou les leader(s) qui pilotera (ront) la manœuvre : ce n'est pas là la moindre difficulté. Vous vous doutez sans doute des interminables palabres échangées avant de sentir que la discussion est possible avec une réelle volonté d'aboutir. Les échecs se sont cumulés en renvoyant la responsabilité sur l'autre, les autres et rendant la construction d'une unité impossible. Même les leaders nationaux y ont mis leur grain de sel.

### La difficile sélection

Quoi qu'on dise ou qu'on fasse, nous au TC, la désunion a prévalu. Jusqu'à se retrouver, dans

l'isolement, face à une sélection difficile devant pléthore de bulletins à l'efficacité mal assurée.

Le temps pressant, un effort de lucidité sera sans doute nécessaire pour retrouver nos billes dans des choix trompeurs, et d'autant plus trompeurs, qu'ils font appel à des personnalités aux positions mal assurées, tributaires de décisions prises ailleurs pour un rassemblement hétéroclite qui déstabilise la gauche. Avec Langevine, vous tournez le dos à la gauche, vous recyclez du Pujol. Avec LFI vous vous enfermez dans une citadelle assiégée qui monte la garde autour d'un Mélenchon qui se rêve en futur président.

Par contre avec Mathias Blanc, vous mettez en piste une démarche unitaire construite avec sérieux, pour donner aux forces politiques locales la responsabilité d'apporter une démarche en mesure de s'attaquer aux réalités de notre ville. Elle est plus que jamais nécessaire.

Ces réalités, trois universitaires de Perpignan, en ont fait l'analyse dans un ouvrage « *Perpignan déclassement et droitisation* ». Ce déclassement, déjà ancien, de la ville qui a sa part dans l'élection d'Aliot est à mettre au cœur de nos préoccupations électorales.

Jean-Marie Philibert



**Le Travailleur Catalan**  
**l'hebdo**  
**Abonnez-vous !**  
**Bulletin d'abonnement**

Nom : ..... Prénom : .....  
 Adresse : .....  
 N° : ..... Rue, Bd, Av., etc... : ..... Nom de la voie : .....  
 Code postal ou cedex : ..... Ville : .....  
 Mail : ..... Tél. : .....

☐ Papier / 6 mois 40€ (6,70€/mois)  
☐ Papier / 1 an 78€ (20€/3 mois)  
☐ Numérique - Papier / 1 an 100€  
☐ Numérique / 1 an 66€

Je règle :

Date : .. / .. / ..

☐ par chèque à l'ordre du Travailleur Catalan

☐ par prélèvement automatique  
 Joindre un RIB

Bulletin à renvoyer à : Le Travailleur Catalan, 44 avenue de Prades - 66000 Perpignan. Tél. : 04 68 67 00 88 - Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr  
 Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

AVEC LE DÉPARTEMENT

# SEMAINES DES DROITS DES FEMMES

6 > 28 MARS

TOUT UN  
PROGRAMME!

